

Réunion du groupe-pays Turquie

Le 31 mai 2012, de 14h30 à 17h00

Dans les locaux de Cités Unies France

Compte-rendu

Cette réunion s'est tenue sous la présidence de Jean Touzeau, président du groupe-pays Turquie et vice-président du Conseil général de Gironde, représentant le président du Conseil général, M. Philippe Madrelle.

Il a introduit la séance en rappelant le contexte difficile pour la coopération décentralisée franco-turque, dans le cadre de relations bilatérales tendues.

I - Tour de table des participants :

- le **Conseil général de Gironde** éprouve des difficultés à avoir des retours des autorités de la municipalité métropolitaine de Samsun. L'association locale franco-turque, elle, semble être en contact direct avec la municipalité ! Les contacts se poursuivent entre universités, rectorats et entre les parcs ornithologiques de part et d'autres (échanges de pratiques, structuration des parcs, écotourisme). De manière générale, beaucoup de projets sont bloqués, l'explication pour la non venue d'une délégation d'entrepreneurs turcs en octobre dernier n'a jamais eu lieu.
- Le projet de l'**Agence française de développement** avec la ville d'Istanbul/lien avec la ville de Paris est gelé. Des contacts se poursuivent avec Gaziantep (conférence des collectivités territoriales turques durables dont la présence de Lyon) ; et, sur le plus long terme, avec Diyarbakir. Les contacts s poursuivent avec les partenaires financiers et économiques ; une mission de maires turcs doit se rendre en France fin 2012 en visite d'étude sur la gestion des déchets solides (lien avec Deniz Bank) ;
- **Can Yüceisik** rappelle son intérêt pour la coopération, et le transfert de technologie ;
- **Dorothee Schmid** rappelle l'espoir qu'on placé de nombreux Turcs dans la nouvelle équipe au pouvoir : cela est sans doute un bon moment pour reprendre le discussions ! Les Turcs ont un grand besoin de comprendre pourquoi la France a souhaité adopter une loi sur la pénalisation de la négation du génocide (arménien en particulier).
- **Nawal Mustafa** écrit un mémoire sur la coopération décentralisée franco-tunisienne et franco-turque.
- La Ville de **Montreuil** a accueilli en fin d'année une délégation de femmes émis kurdes, en même temps qu'une délégation malienne. Des échanges ont pu ainsi avoir lieu entre les deux délégations, sur les droits de femmes et sur l'égalité hommes- femmes. Fin juin, la maire de Bismil se rendra en France pour

rencontrer pour la première fois la maire de Montreuil. Et définir les axes de la future coopération. Sont pressentis : le développement durable, l'égalité hommes - femmes, la jeunesse et l'agriculture.

- La ville de **Rennes** rappelle l'atelier d'urbanisme international tenu en octobre dernier à Diyarbakir avec les ateliers de Cergy et le soutien de l'AFD autour de la rénovation d'un quartier historique informel de la municipalité. De nombreuses propositions innovantes ont été formulées et sont en attente de réponses. Il s'agit là d'un projet prometteur ! Par ailleurs, un rapprochement s'est opéré entre le Barreau des deux villes. Deux avocats se sont rendus en mai, pour la première fois, à Rennes pour échanger sur la question des mineurs sans papiers.

Marie Guyard délivre ensuite un message de la part de Roselyne Lefrançois, qui n'a pu au dernier moment participer à cette réunion, sur la situation des élus kurdes : alors que la ville de Rennes a toujours soutenu la position d'un dialogue entre les collectivités locales et les autorités turques, le maire de Diyarbakir a lancé un cri d'alerte en janvier dernier. Lui-même est interdit de sortie du territoire. Il préside pourtant l'union des municipalités du Sud-Ouest. La population kurde de Turquie avait mis un grand espoir dans les annonces démocratie faites début 2009 par le gouvernement ; or, après les élections locales et la victoire des partis kurdes, les arrestations se sont multipliées entre 2010 et 2012. Aujourd'hui, 93 élus municipaux dont 32 maires sont toujours en détention provisoire, 4000 journalistes ont été arrêtés - en tout, ces vagues d'arrestation ont concerné près de 9000 personnes.

La ville de Rennes est intervenue auprès des autorités turques, une lettre a été adressée à Cités Unies France et à Cités et Gouvernements Unis Locaux Unis (CGLU), pour appeler à une mobilisation des collectivités territoriales travaillant avec la Turquie. Le conseil municipal de Rennes a adopté un vœu voté à l'unanimité, distribué aux participants.

- ⇒ ce vœu sera joint à ce compte-rendu et publié sur le site de Cités Unies France
- ⇒ il est suggéré de saisir également le Conseil de l'Europe à cet égard, où siège la Turquie.

- Le **ministère de l'écologie** poursuit un travail sans difficultés sur quelques projets dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. De manière générale, la coopération technique se passe bien, mais des blocages surviennent à un niveau supérieur.
- La ville de **Bobigny** participe pour la première fois à une réunion du groupe-pays Turquie ; elle est en prospection. La ville a longtemps soutenu le combat de Leila Zana.
- **Strasbourg** coopère depuis 2009 avec Kayseri. Aucun blocage n'est à déplorer dans leur relation, peut-être parce que le maire de Strasbourg a écrit au maire de Kayseri en précisant qu'il était contre la loi pénalisant la négation des génocides. L'adjoint au maire s'est également rapidement déplacé à Kayseri. Un projet en cours concerne la réhabilitation d'un quartier ancien de la ville : Germir. Un atelier avec les universités d'architecture, de part et d'autre, se tiendra en octobre, à Kayseri.
- **Le conseil général de la Seine Saint Denis** participe pour la première fois à ce groupe-pays. Ceci, en raison de sa qualité de partenaire d'un projet européen Comelius, qui englobe la direction à l'éducation de la ville d'Istanbul, deux collèges à Istanbul (Besiktas, Sisli) et en Seine Saint-Denis autour du décrochage scolaire.
- **Pierre Pougnaud, à la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)** insiste sur l'envergure de puissance régionale de la

Turquie : on ne doit donc lier la relation franco-turque à la question de l'adhésion à l'UE. Il rappelle que la coopération déconcentrée, peut-être du fait de la proximité des corps préfectoraux, a toujours bien fonctionné. Selon lui, les dynamiques se situent autour des aires métropolitaines ; la coopération décentralisée franco-turque a donc plutôt vocation à concerner en France les intercommunalités et villes moyennes ou d'une certaine taille. Pour lui, les raisons d'espérer se situent au niveau de la coopération fonctionnelle, thématique, par exemple au niveau de projets menés avec l'AFD, avec le dispositif « PACT2 » (**instrument innovant de mobilisation de l'expertise des collectivités territoriales** au service de l'influence de la France¹), par des rapprochements thématiques et réseaux (ex : autour des ports, autour des régions maritimes périphériques,...). Il rappelle que la Turquie est membre du G20 et que M. Kadir Topbas, maire d'Istanbul est aussi président de CGLU. Enfin, il ne faut négliger les liens à tisser en ayant recours aux organismes de formation tels que les IRA ou encore le CNFPT.

II - Perspectives pour le groupe-pays Turquie

M. Pougnaud suggère de ne pas oublier des réseaux comme la Fédération des parcs régionaux, l'ANVPAH (Association nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire & des Villes à secteur sauvegardés ou protégés). Ou encore des dispositifs européens tels que les « living labs »². D'autres relais sont évoqués tels que l'Institut Montaigne ou encore les relais des projets européens. Dilek Yankaya suggère que les entrepreneurs binationaux basés en France pourraient aussi être des vecteurs de coopération, des Ambassadeurs pour la Turquie.

Le président du groupe-pays rappelle son souhait d'écrire aux grandes fédérations de collectivités territoriales (AMF, ADF, ARF) pour qu'elles n'oublient pas de renvoyer sur Cités Unies France les demandes de coopération décentralisée avec la Turquie qui pourraient leur parvenir.

De même, il souhaiterait mieux connaître l'état des lieux des élus municipaux d'origine turque, vecteur potentiel de coopération décentralisée. Les liens avec le CNFPT se poursuivront. Pour le reste, le groupe-pays attendra les « fenêtres d'opportunités ».

Nicolas Wit estime qu'un argumentaire pourrait être construit si chacun s'interrogeait sur les raisons et objectifs qui amènent à travailler avec la Turquie.

III – Intervention de Dilek Yankaya, docteur en sciences politiques et consultante, sur « L'impact sur l'actualité politique du changement patronal et culturel en Turquie »

- L'émergence du MÜSIAD comme concurrent principal du TÜSIAD dans le champ patronal et culturel. Le TÜSIAD est le regroupement historique des grandes entreprises istanbuliotes. Les entrepreneurs représentés sont les patrons

¹ <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/appel-a-projets-pact2/>

² Ce programme européen a pour objectif de fédérer des initiatives locales, d'inciter à la mise en réseau pour tester des innovations, technologiques et de l'information en particulier ; la Turquie peut faire partie de ces projets.

des grandes holdings dont les sièges sont basés à Istanbul. Occidentalisés, ils représentent l'élite kémaliste.

Depuis 1980 on assiste à l'émergence d'une autre bourgeoisie, représentant les patrons des PME, enracinés en Anatolie, musulmans et pieux. Le MÜSIAD s'est construit une proximité régionale, économique, culturelle avec le peuple, une image de capitalisme « authentique » accessible.

Aujourd'hui, le MÜSIAD regroupe 3300 chefs d'entreprises qui emploient 1,2 millions de salariés au niveau national. Une partie des ministres en sont membres.

- Le MÜSIAD est le représentant patronal de la bourgeoisie islamique et l'AKP, le parti au pouvoir, son représentant politique. En 2003, lors de la première législature AKP, 23 membres du MÜSIAD siégeait au parlement ; ils étaient 30 en 2007 et sont aujourd'hui 23. Les membres du MÜSIAD sont présents dans les instances locales de l'AKP, ils se présentent aux élections locales, et investissent fortement dans la vie sociale par le financement d'écoles, d'hôpitaux, d'œuvres de charité. Les membres du MÜSIAD restent avant tout des entrepreneurs. Le MÜSIAD a aujourd'hui la main sur la plupart des chambres de commerce. Il est même ainsi pour celle d'Istanbul depuis 2005 (majorité au conseil d'administration et à l'AG).
- Cette émergence d'une nouvelle bourgeoisie économique permet donc de dire que, certes le capital a changé de main, mais qu'on assiste aussi à un changement social et à un remodelage des réseaux économiques. Si le modèle kémaliste républicain cède la place à un modèle plus conservateur, tourné vers la religion et moralisateur, les deux écoles (TÜSIAD ET MÜSIAD) ont en commun de soutenir un capitalisme libéral, de croire en le progrès, la performance et le pragmatisme.
- Le MÜSIAD soutient des valeurs fondées sur la famille, le travail, la religion et le nationalisme. Ces valeurs de la nouvelle bourgeoisie islamique se trouvent elles-mêmes à l'origine de nouveaux débats publics :
 - o Famille : le premier ministre conseille aux familles de faire au moins 3 enfants ; en 2004, il a émis le souhait de criminaliser l'adultère. Mais ce débat s'est fermé sans se concrétiser par une loi. Maintenant, en 2012, il a énoncé son souhait d'interdire l'avortement sauf pour raison médicale.
 - o Travail : suite à l'échec des négociations récentes sur la hausse des salaires des fonctionnaires, le ministre a déclaré que les fonctionnaires n'avaient pas le droit de grève alors que cela figure bien dans les textes internationaux que le gouvernement a ratifiés... De manière générale, en matière de problèmes économiques et sociaux, la tendance chez cette bourgeoisie est assez libérale : elle renvoie la responsabilité de la situation socioéconomique sur l'individu même, par exemple, le chômage serait due à la paresse des individus.
 - o Religion : avec la nouvelle réforme 4+4+4 : 4 ans d'école primaire/ de collège/ de lycée, l'enseignement religieux sera renforcé au primaire et davantage de cours religieux sélectifs proposés au collège. Le Premier ministre a d'ailleurs déclaré vouloir « former des générations pieuses ».
 - o Nationalisme : au nom de la lutte contre le terrorisme qui a vu la loi s'étendre en 2008, toute personne peut être remise en question. Le nombre d'arrestations a été élevé. Les personnes de confessions alevi, d'appartenance kurde ou les non musulman risquent de se trouver marginalisées. La définition de terreur a été élargie avec une nouvelle notion : la « terreur psychologique »..

Ainsi, si jusqu'en 2008, l'espace public était dominé par le kémalisme, depuis, c'est la tutelle gouvernementale qui a pris le dessus. La victoire de l'AKP en 2011 a renforcé sa

légitimité au point où il tolère mal la critique. Alors que les deux premières mandatures étaient placées sous le signe de l'amélioration de la qualité des services publics, le gouvernement semble désormais poursuivre ses propres intérêts. En effet, l'analyse globale de l'électorat reconforte les politiques de l'AKP Les nationalistes (MHP) sont des alliés en terme de politiques conservatrices et nationalistes, les kémalistes et leur parti le CHP, sont désorganisés et incapables de former une opposition viable et convaincante et les représentants du BDP subissent une politique d'intimidation. Cela est dommage car les espoirs en 2002 placés en l'AKP pour le développement économique et la démocratisation, pour libérer le débat public et pour une meilleure place de la Turquie à l'international - proeuropéenne et moderne - étaient importants.

Il reste toutefois que le MÜSIAD, pragmatique, est une force résolument proeuropéenne et que, n tant qu'association patronale elle n'intervient pas directement dans la politique, les contacts avec les responsables de l'AKP demeurant faciles. Enfin, au niveau social et au sein de MÜSIAD aussi, la diversité existe !

IV - Conclusion

Malgré les difficultés rencontrées par les uns et les autres, le groupe-pays Turquie reflète sommes toutes assez précisément la diversité des situations socio-politiques telles qu'elles traversent la Turquie. On peut donc dire que le groupe-pays est « en phase » avec l'évolution du pays.

Quant à des « refroidissement » de certaines relations, le temps peut sans doute être un bon allié : attendre les opportunités, attendre que cela « redemarre ». Il semble aussi que les relations personnelles entre élus puissent parfois être la clé pour débloquer certaines situations.

Enfin, si l'on regarde en arrière, force est de constater que le nombre de partenariats a doublé ces trois-quatre dernières années et que de nouvelles collectivités françaises continuent à s'intéresser à la Turquie. La patience et la persévérance sont donc de mise !

Information rappelée : Le maire de Gaziantep, ville membre d'Energie Cités est à l'origine de la première déclaration des maires turcs pour le développement durable. Gaziantep fait par ailleurs partie d'un projet européen CIUDAD mené avec l'ADEME sur la mobilité urbaine durable en consortium avec Alep, Aman, Irmî et le soutien de Stuttgart et Paris. Ci-joint une fiche de présentation de la ville. Gaziantep est en recherche d'une coopération décentralisée avec une ville française.

Annexes : la liste de présence et des excusées, la fiche de présentation de Gaziantep
Joint à ce compte-rendu : le Vœu du conseil municipal de Rennes relatif à la situation des droits des élus locaux en Turquie.

Compte-rendu établi par Cités Unies France

- Présents :

Jean Touzeau, président du groupe-pays Turquie, vice-président du **Conseil général de Gironde**

Marie Guyard, chargée de mission des relations internationales **Ville de Rennes**,
Philippe-Henri Ledru, chef du service relations internationales et coopération décentralisée, **Conseil général de Gironde**

Sandrine Millet, chargée de mission des relations internationale, **ville de Strasbourg**

Nawal Mustapha, stagiaire à la commission Méditerranée de CGLU

Dorothee Schmid, chercheuse à l'IFRI – Institut français des relations internationales, programme Turquie contemporaine

Marianna Francese, stagiaire, Cités Unies France

Astrid Frey, chargée de mission Turquie, Cités Unies France

Cihan Kaygisiz, responsable relations internationales, **Bobigny** et Laetitia Pourchet, stagiaire

Philippe Lecrinier, coordinateur géographique Turquie, AFD

Pierre Pougnaud, ministère des Affaires étrangères et européennes/DAECT

Akkaphol Suphanvornanop, responsable géographique Amérique latine - Turquie, Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Reinhard Uhlig, chargé de mission service échanges internationaux et coopération, **Ville de Montreuil**

Thibaud Willette, chef de service jeunesse, **Conseil général de la Seine Saint Denis**

Nicolas Wit, directeur général adjoint, Cités Unies France

Dilek Yankaya, chercheuse en sciences politiques et sociales et consultante indépendante

Can Yüceisik, Turquie européenne

Excusés :

Catherine Barbotin, conseillère municipale à la ville de Rennes,

Hicham Benaziz, chargé de mission relations internationales, Conseil régional Pays de la Loire

Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Bernard Cornut, chargé de projets internationaux à l'ADEME

Patrick Curtaud, adjoint à la culture et aux relations internationales à la ville de Vienne

Frédéric Faivre, Interfazeo

Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes

Huguette Meunier-Chuvin, Institut français en Turquie

Gilbert Meyer, maire de Colmar

La métropole de Gaziantep, tigre anatolien et ville star pour sa gouvernance !

Dans la foulée d'un jumelage ADEME en Turquie, un projet régional est en cours pour 3 ans (2010-2013) sur les transports urbains durables. Il est animé par la ville de Gaziantep au sud-est anatolien, récemment désignée par le Conseil de l'Europe comme une des 12 « villes star » pour sa gouvernance démocratique locale. Dans ce projet du programme européen CIUDAD de coopération entre villes, l'ADEME est associée depuis la conception, aux côtés des partenaires que sont Paris, Stuttgart, Istanbul par l'Union des Municipalités de Marmara, Amman, Irbid et Alep, ainsi que d'autres associés, le Grand Lyon et des ministères turcs et jordaniens. Le projet appelé SUMPA-MED (*Sustainable Urban Mobility Planning adapted to Mediterranean countries* www.sumpa-med.net) vise entre autres à l'introduction des Plans de Déplacements durables, au renforcement des autorités organisatrices de transports, et à une introduction raisonnée des modes doux et des modes moins polluants, y compris les véhicules électriques de livraison des marchandises en ville, dont la France est une pionnière méconnue. Ce projet a un budget de 812500 euro, dont 80% de don européen, ayant été sélectionné suite un appel à propositions de 2009, pour la réponse auquel un expert de l'ADEME s'est impliqué avec l'équipe municipale et les partenaires, en diffusant une vision résultant de tous les travaux de l'ADEME pour les transports et la mobilité durables. En septembre 2010 une délégation a visité Paris, La Rochelle, Montpellier, Lyon et Stuttgart, villes exemplaires et innovantes en mobilité urbaine.

Gaziantep métropole dynamique de 1,4 millions d'habitants, 4^{ème} zone industrielle de Turquie, à plus de 1000km d'Istanbul, a aussi préparé en 2010-2011 avec un bureau d'études français spécialisé (ICE) un Plan Energie Climat Territorial, le 1^{er} en Turquie, avec un soutien de l'Agence Française de Développement. Gaziantep fut aussi la première ville turque à adhérer au réseau Energie-Cités ; depuis, d'autres l'ont rejoint dans cette association européenne née et sise à Besançon. Gaziantep est aussi membre cotisant de la vénérable UITP Union Internationale des Transports Publics. Lors du congrès UITP d'avril 2011 tenu à Abu-Dhabi, Gaziantep y a présenté la réalisation de sa 1ère ligne de tramway, la moins chère du monde (4M€/km tout compris), financée sans emprunt dans le cadre d'un plan de transport multimodal conçu vers 2005, utilisant un matériel roulant d'occasion dûment réhabilité dans les ateliers ferroviaires nationaux.

Renault Turquie qui fabrique à Bursa la berline Fluence électrique est venu proposer à la Municipalité son aide pour implanter quelques bornes de recharge. La Municipalité étudie les parcours quotidiens de son parc afin de sélectionner les véhicules de service les mieux appropriés à une conversion économique à l'électricité, dans ce pays où les carburants sont les plus chers au monde, près de 2€ le litre de super, et dans cette région de grandes centrales hydro-électriques !

Ainsi au niveau d'une métropole excentrée sont mis en jeu bien coordonné et en complémentarité diverses ressources de coopération bilatérale, européenne et internationale, des partenariats public privé bien négociés, dans l'intérêt de l'environnement et de l'économie locale durable.

En plus d'actions pour l'environnement, la Municipalité de Gaziantep a entrepris la réhabilitation de ses quartiers et monuments historiques, la citadelle ottomane, le bazar traditionnel spécialisé en cuivre, épices, et spécialités gastronomiques régionales, et tout l'ancien quartier arménien doté de belles maisons et d'une école ancienne rénovée, aujourd'hui siège de la direction de l'architecture.

Le maire métropolitain élu, un médecin, s'est personnellement attaché à un programme de protection et de réinsertion des enfants des rues, plus de 3000 au début de son 1^{er} mandat. Il y a désormais un centre d'accueil de jour, un centre de résidence temporaire et un centre exemplaire de soins, éducation et réinsertion pour les cas les plus durs, les jeunes pris par des addictions.

Le maire et son équipe, avec probablement son secrétaire général adjoint francophone, responsable général du projet SUMPA-MED conçu et soutenu par l'ADEME ont été invités à Strasbourg le 19 janvier pour la cérémonie de remise des prix, organisée par le Conseil de l'Europe, pour les 12 villes désignées en 2011 « City Star ».

Contact Bernard CORNUT ADEME/DAI bernard.cornut@ademe.fr Tel 0 14 765 22 53

PJ: présentation illustrée en anglais sur le projet SUMPA-MED. PPT sur Gaziantep disponible.